

Rwanda: Paul Kagame investi en présence de 19 de ses pairs

@rib News, 18/08/2017 Source AFP Le président rwandais Paul Kagame a investi vendredi pour un troisième mandat de sept ans, en présence de 19 chefs d'État africains au stade national de Kigali, après avoir remporté les élections du 4 août avec près de 99% des voix. M. Kagame, homme fort du Rwanda depuis la fin du génocide de 1994, s'en est pris aux critiques qui dénoncent l'absence de liberté d'expression dans son petit pays d'Afrique des Grands lacs.

"Chaque pays africain doit faire face aux efforts destinés à nous faire vivre en des termes fixés par d'autres", a déclaré le chef de l'État, âgé de 59 ans. "Ils demandent que nous remplacions des systèmes qui fonctionnent bien pour nous par des dogmes dans lesquels leurs propres peuples perdent rapidement foi." Parmi les chefs d'État présents à cette cérémonie d'investiture, se trouvait le président soudanais Omar el-Béchir, visé par deux mandats d'arrêt internationaux émis par la Cour pénale internationale (CPI) en 2009 et 2010 pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis dans la province soudanaise du Darfour. Le Rwanda n'est cependant pas signataire du Statut de Rome, traité fondateur de la CPI, et n'est à ce titre pas contraint de mettre en application les mandats d'arrestations. Les présidents burundais Pierre Nkurunziza et congolais Joseph Kabila, qui entretiennent des relations tendues avec M. Kagame, étaient eux absents. Le chef de l'État rwandais a cependant semblé vouloir leur tendre la main. "Aujourd'hui, le Rwanda ne définit personne comme son ennemi, qu'il soit intérieur ou étranger", a-t-il affirmé. "Chaque Rwandais a un pays et nous cherchons partenariat et coopération avec chaque autre pays". M. Kagame avait recueilli 98,79% des voix, loin devant l'indépendant Philippe Mpayimana (0,73%), et Frank Habineza (0,48%), leader du Parti démocratique vert, le seul parti d'opposition autorisé au Rwanda. Au lendemain des élections, le département d'État américain s'était dit "très préoccupé" par les irrégularités observées au cours du scrutin. Dans un communiqué publié vendredi, Human Rights Watch a pour sa part dénoncé une situation dans le pays où tous "les Rwandais qui ont osé lever la voix ou défier le statu quo ont été arrêtés, ont disparu de force ou ont été tués". Paul Kagame est l'homme fort du Rwanda depuis que le FPR a renversé en juillet 1994 le gouvernement extrémiste hutu ayant déclenché un génocide qui a fait 800.000 morts entre avril et juillet 1994, essentiellement parmi la minorité tutsi. M. Kagame est crédité du spectaculaire développement, principalement économique, d'un pays exsangue au sortir du génocide. Mais il est aussi accusé de bafouer la liberté d'expression et de réprimer toute opposition.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});